



**Liberté • Égalité • Fraternité**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - NP

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SA CMP  
DUNKERQUE de respecter l'article 8.6.6 de l'arrêté  
préfectoral d'autorisation du 18 février 2014 pour son  
établissement situé à DUNKERQUE.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie

Préfet du Nord

Officier de la légion d'Honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

Vu les différents actes administratifs et notamment l'arrêté préfectoral du 18 février 2014 accordant à la SA Construction Métallique et de Préfabrication Dunkerque (CMP DUNKERQUE) – siège social : Avenue de la Gironde – zone industrielle de Petite-Synthe, l'autorisation d'exploiter une usine de travail mécanique des métaux soumis à autorisation à la même adresse ;

Vu la visite du site de la société CMP DUNKERQUE, en date du 4 décembre 2015, au cours de laquelle l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement a constaté les faits suivants :

- absence du système interne d'alerte incendie dans le bâtiment peinture-grenaillage,
- absence de détection automatique d'incendie dans le bâtiment peinture-grenaillage ;

Vu le rapport en date du 16 décembre 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

.../...

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.6.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2014 qui disposent respectivement :

– *Article 8.6.6. Moyens de secours contre l'incendie*

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système interne d'alerte incendie ;
- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CMP DUNKERQUE, de respecter les prescriptions méconnues, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société CMP DUNKERQUE, dont le siège social est situé avenue de Gironde – zone industrielle de Petite-Synthe 59 640 DUNKERQUE est mise en demeure, pour son établissement ayant une activité de travail mécanique des métaux situé à la même adresse, de respecter les dispositions de l'article 8.6.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2014, sous six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour ce faire, l'exploitant devra mettre en place, dans le bâtiment dédié aux activités de grenaillage-peinture :

- un système interne d'alerte incendie ;
- un système de détection automatique de fumée avec report d'alarme exploitable rapidement.

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

.../...

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ,

-directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 24 FEV 2016

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint



Olivier GINEZ





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Affaire suivie par Nathalie POORTEMAN

Tél. : 03.20.30.52.05  
Fax : 03.20.30.53.71

pref-environnement-prefecture-du-  
nord@nord.gouv.fr

Recommandé avec A.R.

Monsieur le Directeur,

Lille, le 29 FEV. 2016

Je vous adresse, sous ce pli, copie de l'arrêté préfectoral du 24 février 2016 vous mettant en demeure concernant votre établissement situé à DUNKERQUE.

Je vous serais obligé de bien vouloir me retourner, aussitôt que possible, daté et signé, l'accusé de réception ci-joint.

Par ailleurs, suite à la visite d'inspection de votre site en date du 4 décembre 2015, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté que vous vous êtes conformé aux prescriptions des articles 7.1.1 et 7.2.3, relatifs à la prévention des risques technologiques (Localisation des risques et chaufferies) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2014, ayant fait l'objet de la mise en demeure du 13 novembre 2014.

En conséquence, je prends acte que la mise en demeure susvisée a été respectée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma vive considération.

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de bureau

  
Anne LAUNAY

Monsieur le Directeur de la SA  
CONSTRUCTION METALLIQUE  
ET DE PREFABRICATION  
DUNKERQUE  
(CMP DUNKERQUE)  
Avenue de la Gironde ZI de  
Petite-Synthe  
59640 DUNKERQUE CEDEX

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent que vous pouvez exercer en vous adressant à la préfecture du Nord.

12, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59039 LILLE CEDEX  
Tél. : 03.20.30.59.59 - Fax : 03.20.57.08.02 -  
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : [www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr)

## ACCUSE DE RECEPTION

Monsieur le Directeur de la SA  
CONSTRUCTION METALLIQUE ET  
DE PREFABRICATION DUNKERQUE  
(CMP DUNKERQUE)  
Avenue de la Gironde ZI de Petite-Synthe  
59640 DUNKERQUE CEDEX

certifie avoir reçu copie de l'arrêté préfectoral du 24/02/2016 le mettant en demeure de respecter l'article 8.6.6 de l'APA du 18/02/2014 concernant les moyens de secours contre l'incendie pour la son établissement situé à DUNKERQUE ZI de Petite-Synthe avenue de la Gironde.

Fait à le

(signature de l'intéressé)

A retourner à la PREFECTURE DU NORD  
Direction de la Coordination  
Des Politiques Interministérielles  
Bureau des Installations Classées pour  
La Protection de l'Environnement  
Affaire suivie par Nathalie POORTEMAN  
12-14 rue Jean Sans Peur  
59039 LILLE CEDEX